

Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)

— Fiche documentaire —

Julia Dufour

22 mai 2012

Résumé

La menace que représentent les groupes armés pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest mérite qu'on s'attarde à mieux les connaître, qu'ils soient terroristes, indépendantistes ou rebelles. Cette fiche sur le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a pour but de donner une information sur les fondements historiques et idéologiques de ce mouvement indépendantiste du Mali, actif depuis le début de l'année 2012. Elle aborde la complexité de sa structure interne et de ses revendications. Les actions les plus récentes de ce groupe armé sont répertoriées ainsi que l'origine de son armement et sa zone d'opération. Cette fiche fait partie d'une série de fiches éditées par le GRIP sur les groupes armés en Afrique de l'Ouest.

Mots clés : Mouvement national de libération de l'Azawad, Afrique de l'Ouest, Mali, Touareg, groupes armés.

Abstract

Mouvement national de libération de l'Azawad – Fact Sheet

The activities of various types of armed groups in West Africa represent a tremendous threat to the region's stability, and hence require our utmost attention. These groups use violence for multiple purposes: religious fundamentalism, rebellion against the state, separatism... This datasheet considers the MNLA, one of the most active among them. It aims to provide information about the historical and ideological foundations of this Malian separatist movement, active since the beginning of 2012. It focuses on its complex structural organization and its goals. The most recent actions of this armed group are listed as well as its armament and its operation zone. This datasheet is part of a series of fact sheets published by the GRIP on armed groups in West Africa.

Keywords: Mouvement national de libération de l'Azawad, West Africa, Mali, Tuareg, armed groups.

Citation :

DUFOUR Julia, *Mouvement national de libération de l'Azawad – Fiche documentaire*, Note d'Analyse du GRIP, 22 mai 2012, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-05-22_FR_J-DUFOUR.pdf



1. Fondation et historique du mouvement



Carte du Mali © OCHA Dakar

C'est le 16 octobre 2011 qu'est né le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), de la fusion entre le MNA (Mouvement national de l'Azawad) et le MTNM (Mouvement touareg du Nord Mali). Les deux mouvements, pacifique pour le premier, armé pour le second, se sont réunis du 7 au 15 octobre 2011 afin d'œuvrer à la création d'une nouvelle organisation politique touareg, soucieuse d'asseoir les revendications de tous les Touareg de l'« Azawad »¹.

Les Touareg² constituent un peuple à part entière de Berbères nomades vivant d'élevage³ et de commerce dans le Sahara central, partageant un alphabet commun, le tifinagh, et une même langue, le tamasheq.

Il n'en reste pas moins que les Touareg sont aujourd'hui fragmentés en différents groupes, liés à leur dispersion dans six pays (le Niger, l'Algérie, la Libye, le Mali, la Mauritanie et le Burkina Faso). Sur une population générale estimée à 1,5 million de Touareg, 550 000 vivaient au Mali et 850 000 au Niger⁴.

Le MNLA est l'héritier d'une longue histoire conflictuelle entre Touareg du nord-Mali et gouvernement malien. « Depuis 1957, c'est la même chose. À l'époque déjà, les Touareg avaient dit aux Français qu'ils ne voulaient pas être intégrés à la république malienne. Et, depuis trente ans, on discute avec le gouvernement, on signe des accords, mais ils restent sans effet »⁵, déclare le président du bureau politique du MNLA au journal Jeune Afrique. Revendications qui se sont traduites depuis l'indépendance du pays en 1960 par trois rébellions touareg : en 1963, en 1990 et en 2006. En 1962-1963, la première rébellion touareg est durement réprimée par l'armée malienne et le mouvement est affaibli. Ce n'est qu'en 1990 que les combats reprennent, amenant la signature en 1991 des accords de Tamanrasset et du Pacte national en 1992. Ce dernier entend œuvrer à un meilleur développement du nord du pays et à une meilleure représentativité de l'« Azawad » au sein des institutions maliennes. De nombreuses dispositions visant à calmer la frustration des Touareg de l'« Azawad » sont adoptées : une Assemblée démocratiquement élue pour chaque région du nord, consolidation des infrastructures du nord, intégration des Touareg dans les organes de sécurité maliens, régime fiscal préférentiel et incitatif pour le Nord du Mali

1. L'« Azawad » signifie dans la langue tamasheq « le territoire de transhumance ». Cette appellation n'est pas reconnue par le gouvernement malien, qui parle de la région du Nord du Mali pour évoquer ces 6e, 7e et 8e régions que sont Tombouctou, Kidal et Gao.

2. Nous utilisons ici les termes Touareg (nom propre) et touareg (adjectif), sous leur forme invariable. En effet, en berbère, le mot Touareg (sans s) désigne le pluriel, le singulier étant Targui et au féminin, Taguia. Ces termes sont surtout utilisés par des ethnologues. Les Touareg eux-mêmes se désignent par les termes « Imajaghan » ou « Kel Tamajaq ».

3. La question des ressources naturelles, et de la mauvaise répartition/protection des terres nécessaires aux Touareg nomades n'est pas étrangère au conflit opposant Bamako aux Touareg du nord. À ce sujet, lire « Understanding of the natural resource conflict dynamics », *ISS Paper*, août 2009.

4. « Dans le nord du Mali, les Touareg du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'État », *le Monde*, 25 janvier 2012.

5. « Mahmoud Ag Aghaly (MNLA) : 'Donnez-nous l'indépendance et ce sera la fin d'Aqmi' au Mali », *Jeune Afrique*, 21 février 2012.

afin d'attirer les investissements⁶. Cependant une troisième rébellion éclate en 2006, en réponse aux promesses non tenues. Comme le rappelle le Monde diplomatique, le président malien de l'époque Amadou Toumani Touré décrivait lui-même la région du nord-Mali en 2009 en ces termes : « *Il n'y a pas de routes, de centres de santé, d'écoles, de puits, de structures de base pour la vie quotidienne. En fait, il n'y a rien.* »⁷ Une nouvelle rébellion qui oblige donc les autorités maliennes à négocier un nouvel accord, celui d'Alger du 4 juillet 2006 qui vise une fois de plus à une meilleure intégration du nord au sein du Mali. Mais au final tous ces accords ne satisfont pas grand monde : les Maliens du sud s'estiment lésés tandis que les Maliens du nord, Touareg compris, affirment ne voir aucun changement socio-économique.

Et c'est à la faveur de la guerre en Libye que le Mali est à nouveau confronté depuis fin 2011 à la résurgence du conflit touareg. À l'occasion des diverses rébellions touareg évoquées plus haut, nombreux ont été ceux qui ont quitté le Mali pour la Libye de Mouammar Kadhafi, qui les a accueillis à bras ouverts. Un permis de travail d'une durée illimitée, voire la naturalisation, leur étaient accordés automatiquement. Certains ont intégré l'armée régulière libyenne, d'autres encore ne sont venus en Libye que début 2011, payés comme mercenaires par Kadhafi dans sa lutte contre l'insurrection. Le Guide libyen déclarait même en 2005 « *la Libye est le pays des Touareg, leur base et leur soutien* »⁸. Des dizaines de milliers de Touareg se sont ainsi réfugiés en Libye, profitant des avantages (certes intéressés) offerts par Kadhafi. Mais à la mort de ce dernier le 20 octobre 2011, la situation s'est rapidement détériorée pour les Touareg installés dans le pays. Par milliers ils ont ainsi regagné le Mali, civils et soldats confondus. C'est dans ce contexte d'un retour massif de Touareg armés, entraînés et dépossédés de leur situation avantageuse, que le MNLA s'est constitué, malgré les tentatives du gouvernement central de les « récupérer » en organisant de multiples rencontres⁹. La nouvelle rébellion serait ainsi un « *dégât collatéral de la crise libyenne* » selon l'expression du président nigérien M. Mahamadou Issoufou¹⁰.

2. Objectifs et idéologie

Le MNLA entend « *sortir le peuple de l'Azawad de l'occupation illégale du territoire azawadien par le Mali* », qui est « *l'animateur depuis des décennies de l'insécurité dans la région* »¹¹. Dans une interview accordée au Monde fin janvier¹², le chargé de communication du mouvement Mossa Ag Attaher affirme que le mouvement entend lutter contre les injustices dont sont victimes les Maliens du nord.

Mais dans un communiqué du 20 mars 2012, le président du Bureau Politique Mahmoud Ag Ghaly précise clairement que « *les*



Drapeau de l'Azawad adopté par le MNLA

6. Voir le « Pacte national conclu entre le gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad consacrant le statut particulier du Nord du Mali », disponible sur internet.

7. El Watan, cité dans « Comment le Sahel est devenu une poudrière », *Monde diplomatique*, avril 2012.

8. « Le retour des Touareg au Mali et au Niger : quels enjeux ? », *Nouvelles du GRIP*, décembre 2011.

9. Voir monitoring du quatrième trimestre 2011, *GRIP*, 15 janvier 2012.

10. « Mahamadou Issoufou : 'La situation au Mali nous préoccupe beaucoup' », *le Monde*, 15 février 2012.

11. Communiqué n° 1 du MNLA, 16 octobre 2011, disponible sur leur site : www.mnlamov.net

12. « Dans le nord du Mali, les Touareg du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'État », *le Monde*, 25 janvier 2012.

objectifs et la détermination qui animent notre combat demeurent très clairement l'indépendance de l'Azawad »¹³. Une indépendance qui couperait le Mali de 65% de son territoire.

Le 6 avril, à la faveur d'une instabilité politique totale dans le pays (voir dernier chapitre), le MNLA s'empare de tout le nord du pays et déclare l'indépendance de l'« Azawad ». Mais malgré un slogan rassembleur (« Unité – Justice – Liberté »), il ne faut pas mettre de côté le fait que l'« Azawad » est peuplé d'une multitude de communautés aux traditions, revendications et modes de vie différentes. Arabes, Peuls, Songhaïs, Touareg à la peau claire, Touareg noirs, tous ne partagent pas la même vision d'un « Azawad » indépendant. En effet, il existe chez les Touareg une forte hiérarchisation de la société, avec des tribus aristocratiques et des tribus de dépendants. Pour cette raison, la plupart des Touareg noirs ne se sentent pas solidaires de la rébellion, reconnaissant avoir des points communs avec les rebelles mais surtout de nombreux autres avec les Maliens dans leur ensemble. Et un certain Alassane Abba, Touareg noir député, s'est exprimé de nombreuses fois à la tribune de l'Assemblée depuis le début 2012 pour dénoncer l'indépendance revendiquée par le MNLA¹⁴. Des divergences de points de vue qui n'ont pas empêché le MNLA dans une déclaration finale officielle, clôturant le premier congrès du mouvement qui s'est tenu à Gao du 25 au 27 avril, de réaffirmer leur « *volonté de nous opposer à toute forme d'obstacle susceptible d'entraver ou de compromettre l'entente, l'unité, la cohésion, la paix et la quiétude des populations de l'Azawad dans leurs diversités ethniques politiques et sociales.* »

Enfin, en ce qui concerne l'idéologie du MNLA, il convient de préciser que le mouvement se veut laïque. Comme le rappelle un journaliste de Libération, « *le groupe armé fort de 3 000 hommes qui a décrété la sécession du nord-Mali, la distance à l'égard des intégristes, a également affirmé : l'Azawad qu'ils souhaitent voir émerger serait une République démocratique et laïque* »¹⁵. Le MNLA n'a de cesse de répéter que son alliance supposée avec Aqmi (Al Qaida au Maghreb Islamique)¹⁶ ou d'autres groupes djihadistes de la région (Ançar Dine, MUJAO¹⁷) n'est que mensonge¹⁸ : « *Le MNLA réaffirme une fois de plus qu'il n'est lié à aucune Organisation islamique comme le fait savoir une certaine presse*¹⁹ ». Les Touareg sont en effet a priori peu susceptibles d'être réceptifs au salafisme et au djihadisme professés par ces groupes armés. Musulmans sunnites, leur pratique de l'islam se rattache à l'école malékite largement ouverte au soufisme, et ainsi bien loin de l'idéologie salafiste²⁰.

13. Communiqué n° 11 du MNLA, 20 mars 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net

14. « Mali : qui sont les Touareg noirs », *Slate Afrique*, 27 avril 2012.

15. « Les indépendantistes touareg doublés par les salafistes », *Libération*, 9 avril 2012.

16. Voir fiche documentaire sur Aqmi du GRIP :

http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=967&titre_page=NA_2011-08-25_FR_M-MEKDOUR

17. Étudiés dans de prochaines fiches documentaires.

18. Voir chapitre 6 sur les connexions réelles ou supposées du groupe.

19. « Libération complète de la Région de Tinboubou », article du 1er avril 2012, disponible sur leur site :

www.mnlamov.net

20. « Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe », *Diploweb*, 11 mars 2012.

3. Organisation

3.1. Leadership et structures de commandement

3.1.1. Fondateurs

Sans que celui-ci en soit le fondateur, il semble que ce soit par fidélité au leader touareg Ibrahim Ag Bahanga que se sont regroupées au sein du MNLA les différentes factions rebelles touareg maliennes. Figure de proue de la rébellion touareg du nord-Mali, il fut dans un premier temps lieutenant au sein de l'armée malienne avant de prendre les armes contre le pays, après être rentré d'entraînement militaire en Libye dans les années 1980. Dès lors, il fonde entre autres l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ADC), participe à l'élaboration des accords d'Alger de 2006 et aux actions armées engagées ensuite à partir de 2007 par ses pairs contre le gouvernement du Mali. Décédé dans un accident de voiture le 26 août 2011 alors qu'il tentait de rentrer de Libye, accident que certains attribuent à une frappe de l'unité anti-terroriste malienne²¹, c'est son cousin Mohamed Ag Najim qui a œuvré à la création du MNLA et en est aujourd'hui le chef d'état-major.

Les médias aiment à présenter Mohamed Ag Najim comme un opposant farouche à l'État malien. Cette haine aurait une cause : son père a été assassiné en 1963 par des soldats maliens lors de la première rébellion touareg. Dès l'âge de 20 ans il s'installe en Libye, sert dans l'armée de Kadhafi (notamment en Palestine, au Liban, au Tchad), avant de revenir brièvement au Mali pour soutenir la rébellion de 1990. Déçu des accords de paix signés entre les Touareg et Bamako en 1992, il retourne en Libye, se fait naturaliser, et devient colonel de l'armée de Kadhafi aux commandes d'une unité d'élite à Sebha (ou Sabha) dans le Sud du pays. Un poste qui lui permet d'acquérir les techniques de la guerre dans le désert. Il quitte la Libye et en particulier Bani Walid assiégé par les rebelles libyens en juillet 2011 et revient au Mali. C'est à ce moment qu'il entreprend l'unification de différentes factions touareg amenant à la création du MNLA. Un autre trait caractéristique de Najim est souvent repris : il est un Idnan, de la tribu des Kel Adagh, communauté touareg réputée pour fournir d'excellents guerriers²². Il représenterait ainsi de par ses origines la mouvance la plus militariste et extrémiste des Touareg, bien que de telles affirmations ethnologiques soient à considérer avec prudence.

3.1.2. Principaux leaders

Le 1er février était divulgué sur le site officiel du MNLA la liste du bureau exécutif du mouvement²³. Le leader militaire est bien Mohamed Ag Najim, chef d'état-major, et du côté politique les rôles sont ainsi distribués :

- Secrétaire général du Mouvement : Bilal Ag Acherif,
- Président du Bureau politique : Mahmoud Ag Aghali,
- Porte-parole : Hama Ag Sid Ahmed.

21. « Mali besieged by Fighters Fleeing Libya », *Stratfor*, 2 février 2012.

22. « Nord-Mali : qui sont les rebelles du MNLA ? », *Jeune Afrique*, 26 janvier 2012.

23. « Bureau exécutif du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) », 1er février 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net.

D'autres personnes s'occupent de la section Droits de l'homme, de la communication ou encore de la cellule chargée de l'éducation. Il est précisé que différentes sections existent en Europe et en Afrique. Pour l'Europe, il convient de citer deux noms : Mossa ag Attaher et Moussa ag Assarid. Le premier est chargé de communication et le deuxième porte-parole, les deux étant basés en Europe. Moussa ag Assarid est une véritable opportunité médiatique pour le MNLA puisqu'il fait depuis longtemps figure de représentant Touareg sur la scène publique française²⁴. Il y vit depuis longtemps et s'est fait connaître par la publication de nombreux romans sur sa vie de Touareg. Il est également pigiste chez RFI et France Culture, et connaît ainsi bien les rouages de la vie médiatique française.

À la mi-avril une certaine Nina Wallet Intalou s'est également faite connaître à la faveur d'un portrait publié dans le Monde²⁵. Décrite comme « *l'une des principales figures du mouvement* », Nina Wallet Intalou fait partie du bureau exécutif du MNLA et vit à Nouakchott en Mauritanie. Rien d'étonnant qu'une femme ait un rôle aussi important au sein du mouvement : « *Singularité anthropologique, alors que tous les Arabes et les Berbères (sauf exception) se réfèrent aux règles de la patrilinéarité qui laissent aux femmes fort peu de pouvoirs, les Touareg relèvent de la matrilinéarité. Les femmes y ont davantage de pouvoirs* », nous rappelle Yves Lacoste dans son article sur le Sahara²⁶. Proche du chef Mohamed ag Najim, Nina Wallet Intalou a eu plusieurs carrières : politique (élue maire de Kidal en 1997 bien qu'elle n'ait pu exercer ce mandat du fait de son sexe, conseillère territoriale), dans le monde des affaires (elle fonde sa propre société à 26 ans en Côte d'Ivoire) et militante de la cause touareg (elle a fait de nombreux voyages en Afrique pour sensibiliser à la cause).

3.2. Effectifs

Bien que les chiffres donnés se contredisent souvent, il semblerait que les combattants du MNLA soient au moins un millier, la majorité des données disponibles évoquant des « milliers » de Touareg armés²⁷. Certains journalistes évoquent même les chiffres de 2 à 4 000 combattants²⁸. Une chose est sûre : non seulement ils semblent cette fois-ci plus nombreux que lors des révoltes précédentes, mais c'est aujourd'hui surtout leur entraînement et armement qui les rendent davantage puissants.

3.3. Armements

Les signaux d'alarme étaient nombreux en 2011, prévenant du risque d'une prolifération d'armes dans le Sahel du fait de la guerre civile libyenne et de l'éventuelle chute de Mouammar Kadhafi. Comme le précisait deux chercheurs français dans la revue Hérodote du troisième trimestre 2011 consacrée au Sahara, « *Une chose est certaine : la distribution massive d'armes non seulement légères, mais aussi lourdes, à laquelle s'est massivement livré le « guide de la révolution » pour lutter contre les insurgés de Benghazi va considérablement accroître une insécurité déjà très forte* ». À la suite de la mort du leader libyen le 20 octobre 2011, ces craintes se sont révélées justes et de nombreux rapports ont fait état de l'acquisition ou du rapatriement

24. Voir le chapitre « Actions et mode opératoire » de cette fiche pour leur communication soignée.

25. « Nina Wallet Intalou, la passionaria indépendantiste des Touareg maliens », *le Monde*, 19 avril 2012.

26. « Sahara, perspectives et illusions géopolitiques », *Hérodote*, n° 142, p. 31.

27. « Qaddafi's Weapons, Taken by Old Allies, Reinvalidate an Insurgent Army in Mali », *New York Times*, 5 février 2012.

28. « Mali besieged by Fighters Fleeing Libya », *Stratfor*, 2 février 2012.

de nombreuses armes de tous types dans les pays voisins de la Libye²⁹. Les Touareg installés en Libye n'ont pas fait exception. À la chute de Kadhafi, la plupart de ces derniers sont rentrés dans leur pays, emportant avec eux leurs armes. « *Selon une source gouvernementale, ils seraient en possession de missiles anti-aériens, de camions lance-roquettes BM-21 Grad, de mitrailleuses de calibre 12,7 mm et de dizaines de véhicules 4x4* »³⁰. Le New York Times relate dans un article de février 2012 les déclarations du ministre des Affaires étrangères malien de l'époque concernant l'armement du mouvement : « *Des armes lourdes. Armes anti-char, missiles anti-aériens* ». Un militaire haut gradé parle lui aussi « *d'une artillerie lourde* », de « *mortiers* », d'un arsenal « *assez puissant pour leur permettre d'atteindre leur but* »³¹.

En plus d'un armement lourd et élaboré, les Touareg ont ramené de Libye leur expertise militaire, nombre d'entre eux ayant servi dans l'armée de Kadhafi. C'est le cas déjà évoqué du chef d'état-major du MNLA. D'autres combattants bénéficient également de l'expérience militaire du fait de leur ancien service au sein de l'armée cette fois-ci malienne. Le MNLA rassemble en effet quelques Touareg ayant fait défection de l'armée nationale, par exemple le Lieutenant-Colonel Mbarek Aky ou encore le Colonel Ag Bamoussa³².

3.4. Financements

Bien que l'on puisse considérer que la chute du Guide libyen ait profité aux Touareg, du fait de la possibilité qu'ils ont eu de revenir armés et entraînés, il ne faut pas oublier que Mouammar Kadhafi était le principal soutien financier des Touareg, notamment lors des précédentes rébellions³³. L'absence de cette source financière pose donc sérieusement la question de leurs moyens actuels de financement. Leurs liens avec les groupes armés islamistes de la région, notamment Aqmi, sont parfois évoqués en des termes économiques. L'organisation terroriste Aqmi, dont l'activité purement criminelle ne cesse de s'accroître dans cette région du nord-Mali (enlèvements d'Occidentaux contre rançons, trafic de drogue, de produits en tout genre), pourrait bien payer cher le silence des habitants de la région voire même leur protection dans le cadre de ses trafics. L'ancien chef touareg Ibrahim Ag Bahanga aurait d'ailleurs collaboré avec Aqmi pour des raisons financières³⁴, bien que les preuves n'existent pas.

Enfin, certains observateurs de la région évoquent la possibilité soit d'une participation de certains Touareg aux enlèvements de ressortissants européens ensuite vendus aux groupes terroristes, soit leur présence dans les négociations entre terroristes et gouvernement moyennant paiements. Des actions qui seraient d'importantes sources de financements. Mais il faut être prudent. Tous les Touareg du nord-Mali ne sont pas membres du MNLA et les actions imputées à quelques Touareg, si elles ont eu lieu, ne doivent pas être automatiquement liées au mouvement rebelle et encore moins faire l'objet de considérations culturalistes (à savoir que les Touareg ont un point d'entente avec Aqmi qui serait la rancœur envers la France, du fait de sa trahison au sortir de la guerre

29. En particulier le Rapport de la mission d'évaluation des incidences de la crise libyenne sur la région du Sahel du 7 au 23 décembre 2011, référence S/2012/42, publié le 26 janvier 2012 par l'ONU.

30. « Le retour des Touareg au Mali et au Niger : quels enjeux ? », *Nouvelles du GRIP*, 4/11.

31. « Qaddafi's Weapons, Taken by Old Allies, Reinvalidate an Insurgent Army in Mali », *New York Times*, 5 février 2012.

32. « Mali Besieged by Fighters Fleeing Libya », *Stratfor*, 2 février 2012.

33. « Le retour des Touareg au Mali et au Niger : quels enjeux ? », *Nouvelles du GRIP*, décembre 2011.

34. « Mali Besieged by Fighters Fleeing Libya », *Stratfor*, 2 février 2012.

d'indépendance³⁵). C'est le cas par exemple d'Iyad Ag Ghaly, le chef touareg du mouvement islamiste Ançar Dine présent également au nord-Mali. Chef des rébellions touareg des années 1990, il serait devenu salafiste par la suite et aurait été l'intermédiaire entre Bamako et Aqmi lors de négociations concernant des otages, sans que son rôle dans ces échanges ne soit réellement connu. Toujours est-il que même avéré, cet épisode ne ferait pas des Touareg du MNLA de potentiels alliés d'Aqmi du fait de leur besoin d'argent.

D'autres témoignages évoquent la violence exercée par le mouvement envers des civils afin de leur soutirer de l'argent. Dans un rapport accablant publié le 30 avril sur le site de *Human Rights Watch*, l'ONG de défense des droits humains dénonce de nombreux cas de rackette ou de pillage imputés au MNLA par les habitants de la région interrogés³⁶. Des informations à considérer toutefois avec prudence du fait de l'absence totale d'observateurs dans la région de l'« Azawad », la mission d'enquête de l'ONG étant restée exclusivement à Bamako. Et quand bien même ces exactions seraient prouvées, elles ne suffiraient sûrement pas à financer le mouvement.

La question du financement du MNLA n'est donc pas résolue. Cependant, une autre hypothèse mérite d'être mentionnée : celle d'un financement provenant de la diaspora touareg présente notamment dans les pays d'Europe de l'Ouest. À cet égard, il est intéressant de rappeler l'intégration, évoquée plus haut, du porte-parole Moussa ag Assarid dans les milieux culturels et médiatiques français. Des personnalités et des réseaux qui pourraient éventuellement être la source de collectes de fonds, sans que toutefois nous ne puissions l'affirmer.

4. Actions et mode opératoire

Le MNLA a prôné dès sa création le dialogue avec les autorités maliennes afin de parvenir à un accord sur une nouvelle gestion de l'« Azawad ». Les premières actions du mouvement ont consisté en des marches pacifiques organisées en premier lieu à Kidal le 1er novembre 2011. D'autres manifestations ont été organisées courant du mois de novembre afin de réclamer la libération des régions du nord-Mali « *de tous les occupants* »³⁷. Mais avec les attaques successives dès le 17 janvier de trois garnisons du nord (Tessalit, Aguelhoc, Ménaka), les membres du MNLA ont signé le début de la révolte armée.

Ce sont les autorités maliennes elles-mêmes qui, pour le MNLA, sont responsables de leur prise d'armes, du fait de la militarisation de la région du nord-Mali. Le MNLA n'agit qu'« *en réaction contre les agissements de l'armée malienne* »³⁸. Un article daté du 12 janvier, avant même les premières attaques, et titré « *Déclaration de guerre du Mali au peuple de l'Azawad* », affirme : « *Face à une telle attitude irresponsable devant le Peuple malien, le Peuple de l'AZAWAD prend à témoin les États de la sous-région, (...), que seul le président Amadou Toumani Touré et les milices locales à sa botte assumeront la lourde responsabilité du déclenchement d'une conflagration violente dans l'AZAWAD. Alors, le Peuple de L'AZAWAD usera du droit de légitime défense face à cette invasion militaire* »³⁹. Le MNLA use ici d'une notion, celle de légitime défense, propre à

35. « Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe », *Diploweb*, 11 mars 2012.

36. « Mali : War Crimes by Northern Rebels. Armed Groups Commit Rape, Use Child Soldiers », *Human Rights Watch*, 30 avril 2012.

37. Voir monitoring du 4e trimestre 2011, *GRIP*, 15 janvier 2012.

38. « Dans le nord du Mali, les Touareg du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'État », *le Monde*, 25 janvier 2012.

39. « Déclaration de guerre du Mali au peuple de l'Azawad », 12 janvier 2012, disponible sur leur site :

www.mnlamov.net

rendre leur prise d'armes acceptable pour les observateurs étrangers, et réitère dans cette déclaration sa volonté de privilégier le dialogue et la non-violence avec Bamako.

La communication du MNLA mérite également qu'on s'y attarde. Le MNLA dispose en effet d'un site internet qui lui est propre, très bien référencé sur Google. Et dès les premiers communiqués ou articles postés sur le site, il est évident que le parti pris par le MNLA est d'affirmer sa position de mouvement révolutionnaire indépendantiste et de se différencier au maximum d'un groupe armé criminel ou terroriste. Ce site n'est pas un site d'information en soi, mais sert plutôt au MNLA de moyen de légitimation et de normalisation. Il s'agit de répondre aux attaques, de faire valoir le bien-fondé de leurs revendications, et d'apparaître comme un mouvement « normal », civique et composé de personnes bien identifiées, contrairement aux mouvements terroristes pour qui l'anonymat et la discrétion sont de mises. Le mouvement, à travers ce site, entend également s'adresser à tous les acteurs qui ont un rôle à jouer dans une éventuelle indépendance : les autorités maliennes mais aussi les puissances occidentales qui ont-elles-mêmes créé ces frontières critiquées et soutiennent aujourd'hui Bamako.

Il s'agit ainsi de les mettre face à leurs propres contradictions, et pour cela le site reprend de multiples déclarations internationales propres à les légitimer, dans une rubrique dédiée « Droits de l'homme » : Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, Déclaration universelle des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels etc. Le vocabulaire utilisé n'est pas non plus neutre. Dans un article du 10 février 2012 intitulé « L'armée malienne fait usage des avions de guerre, pilotés par des mercenaires étrangers », le MNLA va même jusqu'à accuser Bamako de se livrer à « *la pratique de génocide* ». Un mot, on le sait, qui dispose d'un fort potentiel émotionnel au sein des grandes instances internationales et des populations européennes.

Pour mener à bien cette campagne de légitimation du mouvement, le site est régulièrement actualisé, qu'il s'agisse de dénoncer les agissements des autorités maliennes, de rappeler les revendications du mouvement ou encore de répondre à des accusations. Un exemple concret : face aux graves accusations de crimes de guerres (pillages, viols, enrôlements d'enfants soldats) à l'encontre du mouvement par Human Right Watch⁴⁰, le MNLA a rapidement répliqué, déplorant « *le non-respect de la déontologie de 'l'auteur-chercheur' qui s'est limité à Bamako alors que son terrain de référence est l'Azawad* »⁴¹. En pointant du doigt les faiblesses d'un rapport réalisé sur la base d'une enquête de seulement dix jours et uniquement à Bamako, le MNLA a su se prémunir pour le moment d'accusations indéniables à son encontre. Cependant, Amnesty International publiait à son tour le 16 mai un rapport dénonçant les mêmes crimes supposément commis dans le Nord⁴².

40. Rapport : « Mali : War Crimes by Northern Rebels. Armed Groups Commit Rape, Use Child Soldiers », *Human Rights Watch*, 30 avril 2012.

41. « Droit de réponse du MNLA à l'article de Human Rights Watch », 3 mai 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net

42. « Mali : retour sur cinq mois de crise. Rébellion armée et putsch militaire », *Amnesty International*, 16 mai 2012.

5. Connexions

5.1. Locales

Dès le début de l'offensive menée par le MNLA, le gouvernement malien a tenté de décrédibiliser l'action du mouvement en l'accusant d'avoir des liens avec l'organisation terroriste Aqmi présente au nord-Mali. Le mouvement a été accusé par Bamako d'avoir exécuté sommairement environ 80 soldats maliens d'une balle dans la tête ou de les avoir égorgés à Aguelhoc le 24 janvier⁴³. Des techniques de mise à mort propres à Aqmi selon le gouvernement, dont une commission d'enquête conclut à une collusion entre les deux organisations⁴⁴. Les Touareg de leur côté ont démenti l'information et affirmé n'avoir aucun lien avec l'organisation terroriste. Les médias d'aujourd'hui reprennent en chœur cette thèse selon laquelle MNLA et Aqmi ont à eux deux exécuté ces soldats maliens, sans que rien ne permette de l'affirmer. Et cette supposée collusion semble en effet suspecte, puisque « *Les Touareg n'ont rien à voir avec le fondamentalisme. Ces nomades d'origine berbère (...) pratiquent un 'islam tolérant et modéré'* rappelle l'historien Pierre Boilley, directeur du centre d'études des mondes africains (CEFAM)⁴⁵.

La présence de salafistes au sein des Touareg, bien que tardive, était tout de même soupçonnée à la mi-mars 2012, à la faveur d'un communiqué de Iyad Ag Ghali, qui affirmait avoir participé à la bataille d'Aguelhoc⁴⁶ et précisait son intention d'instaurer la charia au nord-Mali avec son mouvement islamiste Ançar Dine (« *défenseur de l'islam* » en arabe). Une revendication que le MNLA ne tardait pas à dissocier des siennes, rappelant que le MNLA lutte pour une République « *basée sur les principes de la démocratie et de la laïcité* »⁴⁷. Nina Wallet Intalou explique d'ailleurs dans une interview au Monde⁴⁸ que ce même Iyad ag Ghali « *a voulu être secrétaire général du MNLA, mais nous avons refusé car il avait déjà des liens avec Aqmi* ». Le MNLA entend bien faire entendre qu'aucun lien n'unit les indépendantistes touareg aux Touareg salafistes : « *Le MNLA tient sa position face à tous les réseaux mafieux et se démarque de l'organisation Ançar Dine* »⁴⁹.

En termes de connexions locales autres que celles des groupes salafistes armés, il est difficile de faire le bilan. On peut surtout affirmer que toutes les populations de l'Azawad ne se sentent pas représentés par le MNLA, comme nous l'avons évoqué concernant les Touareg noirs, et qu'ainsi il est difficile d'affirmer que le MNLA jouit d'un soutien de la population locale malienne qui pourrait le fournir en nourriture ou matériel en tout genre. Les populations locales noires auraient même tendance à avoir une image négative des Touareg, du fait de leur ancienne pratique de l'esclavage ou encore de leur image de victimes sans cesse reprise par les Touareg quand bien même les populations noires souffrent autant des conditions de vie du Nord. En conclusion, « *Les dirigeants maliens ou nigériens peuvent compter sur l'indifférence, voire l'antipathie de la majorité noire vis-à-vis de la minorité touareg* »⁵⁰.

43. « 'AQMI épaulé les rebelles touareg', *le Figaro*, 15 mars 2012.

44. « Mali : conclusions de la commission nationale d'enquête sur les atrocités d'Aguelhoc », *RFI*, 22 février 2012.

45. « Les indépendantistes touareg doublés par les salafistes », *Libération*, 9 avril 2012.

46. « Mali : Ansar Dine revendique sa participation à la prise de la garnison d'Aguelhoc », *RFI*, 14 mars 2012.

47. « Rupture entre le MNLA et Ançar Dine au nord du Mali », *RFI*, 20 mars 2012.

48. « Nina Wallet Intalou, la passionaria indépendantiste des Touareg maliens », *le Monde*, 19 avril 2012.

49. Communiqué n°13, 4 avril 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net

50. « Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe », *Diploweb*, 11 mars 2012.

5.2. Régionales

Les quelques soutiens régionaux (voire internationaux) dont bénéficie le MNLA sont d'ordre culturel et associatif. Sur leur site, deux liens sont indiqués vers deux autres sites. Ceux de Toumast Press, un site d'informations d'étudiants tamasheq originaires de tous les pays du Sahel, et de Temoust, site de l'association Survie Touarègue-TEMOUST créée en 1991 pour promouvoir les droits des Touareg, basée à Lyon. Une association arabe de soutien au MNLA aux contours flous, la SMNLA (Soutien au MNLA), qui regroupe les « Jeunes Arabes et cadres intellectuels de l'Azawad », affirmait aussi son soutien au mouvement⁵¹. Le MNLA dispose également du soutien idéologique de divers mouvements nord-africains de défense de la cause amazigh⁵² tels que le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie ou encore l'ONG Tamazgha⁵³. Cependant, même si leurs connexions sont identifiables, il ne semble pas que ces affinités ne jouent en quoi que ce soit dans une plus grande visibilité du mouvement dans la région et à l'international. Et surtout les Touareg du MNLA restent avant tout des Touareg maliens, et tous les Touareg de la région ne se sentent pas solidaires de leur cause, comme le rappellent quelques Touareg du sud algérien dans un article du Figaro : « *Pour autant, l'Azawad reste le problème des Touareg maliens. Que leur projet de partition réussisse ou pas, ce ne sont pas nos affaires...* »⁵⁴.

5.3. Internationales

Le Congrès mondial amazigh (CMA), basé à Paris, semble être un des rares soutiens internationaux du MNLA. Le CMA a salué l'indépendance de l'« Azawad » proclamée le 6 avril⁵⁵. Il existe même un groupe d'amitié euro-amazigh au Parlement européen⁵⁶. Mais ces rapprochements ne semblent pas donner plus de poids au MNLA.

Au contraire, aucun État étranger n'a ouvertement apporté son soutien aux rebelles du MNLA. Concernant les pays voisins, aucun d'entre eux n'a d'intérêt à soutenir un tel mouvement. Le Niger a lui aussi connu par le passé de nombreuses révoltes touareg mais espère aujourd'hui que le calme retrouvé persiste. La Libye, ancienne terre d'asile des Touareg, est aujourd'hui aux mains d'un gouvernement de transition bien plus occupé à tenter de diriger son pays qu'à prendre la défense des Touareg. L'Algérie de son côté voit d'un mauvais œil toute nouvelle instabilité dans la zone sahélienne, rendant toujours plus lent son travail de lutte contre Aqmi. Quant aux autres pays voisins (Sénégal, Burkina Faso, Mauritanie), non seulement la rébellion a provoqué la fuite de milliers de Maliens réfugiés au sein de leurs frontières, mais surtout soutenir une rébellion indépendantiste pour un pays comme le Sénégal reviendrait à légitimer le combat des MFDC (Mouvement des forces démocratiques de Casamance)⁵⁷. C'est même l'Union africaine dans son ensemble qui soutient le gouvernement de Bamako. N'oublions pas que cette dernière, alors appelée Organisation de l'unité africaine, affirmait le principe de l'intangibilité des frontières

51. « Déclaration d'adhésion et de soutien des Arabes au MNLA », 26 mars 2012, disponible sur leur site :

www.mnlamov.net

52. « Amazigh » signifiant « berbère » dans la langue tifinagh.

53. « Dans le nord du Mali, les Touareg du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'État », *le Monde*, 25 janvier 2012.

54. « Les Touareg algériens face à la contagion malienne », *le Figaro*, 9 mai 2012.

55. « Le Congrès mondial amazigh salue la victoire totale du MNLA et la liberté retrouvée des populations de l'Azawad dans leur patrie », *Tamoudre*, 7 avril 2012.

56. <http://www.congres-mondial-amazigh.org/-/index.php>

57. Voir fiche documentaire sur les MFDC du GRIP :

http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=984&titre_page=NA_2011-11-23_FR_P-SADATCHY

héritées de la colonisation en 1964 par la résolution du Caire. Revenir dessus reviendrait à nier les fondements même de l'Union africaine.

6. Opérations principales (chronologie des activités)

Le MNLA s'est fait connaître dès qu'il a lancé des actions armées, à partir du 17 janvier 2012. Le MNLA a multiplié ses attaques contre des garnisons militaires dans les villes les plus symboliques et importantes du nord-Mali. Leur technique principale : assaillir un camp militaire en arrivant par surprise sur de nombreux véhicules. Malgré des communiqués la plupart du temps contradictoires, il semble que le MNLA soit sorti vainqueur de la majorité de ces attaques et ait su profiter de la faiblesse de l'équipement et de l'entraînement des militaires maliens, dans une région désinvestie par l'État. Enfin, il est intéressant de noter une progressive normalisation et politisation du mouvement une fois le nord conquis, notamment au travers de l'organisation d'un congrès les 25 et 26 avril rassemblant toutes les grandes figures de la région autour de la thématique de l'établissement de l'État de l'« Azawad ».

Date	Lieu	Action	Conséquences
17-18 janvier 2012	Aguelhoc, Ménaka, Tessalit	Attaques de garnisons militaires dans ces 3 villes du nord-Mali par le MNLA, début de la révolte armée du MNLA	Chacun affirme détenir la ville, mais l'armée malienne aurait définitivement repris le contrôle de Ménaka et de Tessalit
20 janvier	Aguelhoc	Accrochages violents entre MNLA et armée malienne	MNLA accusé d'avoir exécuté 80 soldats maliens, avec l'aide d'Aqmi
22 février	Alentours de Kidal	Raid de l'armée malienne en hélicoptères sur une position du MNLA et finalement sur un campement de civils touareg	1 femme et 1 fillette tuées. L'armée malienne accuse les rebelles de s'être volontairement cachés au sein du camp, le MNLA affirme que l'armée malienne tire souvent sur des civils
Fin février/début mars	Tessalit	Violents accrochages autour de Tessalit et de son camp militaire d'Amashash	11 mars, le camp tombe aux mains du MNLA
30 mars	Kidal	48 heures de combat autour de la ville	Prise de la ville par le MNLA accompagné d'Ançar Dine
31 mars	Gao	Retrait des forces maliennes (qui y avaient leur État-major)	Prise de la ville
1er avril	Tombouctou	Pris de la ville par le MNLA	Et donc de toute la région Nord par le MNLA
6 avril	« Azawad »	Déclaration d'indépendance de l'« Azawad » par le MNLA	Indépendance non reconnue
25-26 avril	Gao	Congrès du MNLA réunissant acteurs politiques, religieux, communautaires de la région du nord-Mali.	Réflexion autour de la constitution de l'État de l'« Azawad »

7. Conséquences des actions du MNLA et possible évolution

Au-delà de la lutte armée, une autre réalité s'est dessinée rapidement dès le mois de janvier : celle de dizaines de milliers de maliens (dont des Touareg) fuyant les combats. Les chiffres n'ont cessé

d'augmenter tout au long du trimestre : on parlait de 20 000 réfugiés début février⁵⁸ pour atteindre les 172 000 déplacés internes et réfugiés début mars⁵⁹. C'est principalement en Mauritanie, au Niger mais aussi au Burkina Faso et en Algérie⁶⁰ que les Maliens se sont réfugiés, accentuant les difficultés des populations locales déjà en proie à une crise alimentaire⁶¹.

La deuxième conséquence de cette reprise des combats a été une progressive déstabilisation de l'État malien pourtant vanté pour sa stabilité exemplaire. Le 22 mars, des mutins, dirigés par le capitaine Amadou Sanogo, annonçaient à la télévision nationale avoir réalisé un coup d'État et délogé Amadou Toumani Touré (ATT) de la présidence de la République, l'accusant d'incompétence dans sa lutte contre la rébellion touareg⁶². Immédiatement le coup d'État a provoqué une réprobation internationale⁶³. Mais la junte s'est rapidement retrouvée à son tour en difficulté pour défendre le nord-Mali. Les Touareg ont pris en quelques jours les localités stratégiques de Kidal⁶⁴, de Gao (la junte ayant appelé l'armée à se retirer de la ville⁶⁵) et enfin de Tombouctou, prenant ainsi le contrôle de la moitié du pays⁶⁶.

Face à cette forte déstabilisation du pays, la CEDEAO prenait les choses en main et obtenait de la junte la signature le 6 avril d'un accord-cadre qui rendait le pouvoir aux civils. Cependant, malgré la désignation d'un nouveau Président par intérim, le temps de la transition se poursuit toujours, junte, partis politiques, CEDEAO, civils n'arrivant pas à s'entendre sur de nombreux sujets. Pendant ce temps, le Nord est en proie à une instabilité et une insécurité croissantes, le MNLA se retrouvant désormais doublé par de nombreux autres groupes armés (Aqmi, Ançar Dine, MUJAO), éloignés de ses revendications et de ses modes opératoires, mais qui semblent tout aussi puissants.

Face à cette situation chaotique, il est possible que le MNLA en retire des bénéfices. En effet, face à la montée des salafistes et terroristes dans la région, qui décrédibilise le Mali aux yeux du monde entier, une négociation intense est à envisager entre rebelles touareg et Bamako, bien obligé de reconnaître que les Touareg peuvent fournir une aide précieuse à sa lutte contre les terroristes. Le MNLA l'a bien compris et semble vouloir de plus en plus devenir une force politique incontournable et légitime. Du 25 au 27 avril, le mouvement organisait à Gao un congrès, rassemblant responsables religieux, chefs politiques et chefs de tribus de l'« Azawad ». Le mot d'ordre du rassemblement était : pas d'entente avec les groupes armés terroristes. Le MNLA réitérait son appel à la communauté internationale, lui assurant être en mesure de lutter contre Aqmi si ses propres revendications étaient entendues⁶⁷. Une position intermédiaire qui pourrait bien jouer en faveur des Touareg du MNLA, malgré que le gouvernement malien rejette toujours catégoriquement une quelconque indépendance ou autodétermination de l'« Azawad ».

58. « Les violences au Nord du Mali forcent plus de 20 000 personnes à l'exil », *Afrik*, 7 février 2012.

59. « Combats dans le nord du Mali : plus de 172 000 déplacés et réfugiés », *AFP*, 8 mars 2012.

60. « Plus de 30 000 réfugiés maliens en Algérie, selon Alger », *le Nouvel Observateur*, 17 mars 2012.

61. Voir monitoring du premier trimestre 2012, *GRIP*, 2 avril 2012.

62. « Les mutins maliens disent avoir renversé le président Touré », *le Monde*, 22 mars 2012.

63. « L'Union africaine suspend le Mali », *le Point*, 23 mars 2012.

64. « Kidal, au nord Mali, prise par les rebelles », *le Monde*, 30 mars 2012.

65. « Pourquoi l'armée malienne ne parvient pas à combattre les Touareg ? », *Africa Defense Journal*, 2 avril 2012.

66. « Mali : les rebelles touareg prennent Tombouctou, le pays coupé en deux », *le Point*, 2 avril 2012.

67. « L'Azaouad rejette les groupes armés », *Magharebia*, 30 avril 2012.

8. Bibliographie

« Géopolitique du Sahara », *Revue Hérodote*, 3e trimestre 2011, n° 142.

GOURDIN Patrice, « *Al Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe* », *Diploweb*, 11 mars 2012.

LEYMARIE Philippe, « *Comment le Sahel est devenu une poudrière* », *Monde diplomatique*, avril 2012, p. 8-9.

PLANTADE Yidir, « *Dans le nord du Mali, les Touareg du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'État* », *Le Monde*, 25 janvier 2012.

STEWART Scott, « *Mali besieged by Fighters Fleeing Libya* », *Stratfor*, 2 février 2012 ;
http://www.stratfor.com/weekly/mali-besieged-fighters-fleeing-libya?utm_source=freelist-f&utm_medium=email&utm_campaign=20120202&utm_term=sweekly&utm_content=title&elq=443134f990a849698cf7df6e5790b924



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération
au développement

Julia Dufour est chercheure-stagiaire au GRIP. Titulaire d'un Master en Histoire (EHESS, Paris) et en Relations internationales « Analyse des conflits et construction de la paix » (Sciences Po Lille), ses travaux au GRIP portent sur la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >